

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Arrêté n° Dossier 77372 du

Annexe n° 24/7093 du 20 DEC. 2024

**Objet : FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À L'HÉBERGEMENT,
DU FORFAIT GLOBAL RELATIF À LA DÉPENDANCE ALLOUÉ AU TITRE DE L'ANNÉE 2025
ET DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À LA DÉPENDANCE APPLICABLES À COMPTER
DU 1ER JANVIER 2025 AUX EHPAD DE LA FONDATION G COULON SITUÉS
AU GRAND LUCÉ ET À SAINT SATURNIN**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles et les articles R 314-158 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Règlement départemental d'aide sociale de la Sarthe approuvé par la délibération n°1 de la Commission permanente du 15 décembre 2023 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 18 octobre 2024 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services médico-sociaux pour 2025 ;

Vu l'arrêté n° 24/6240 du 6 novembre 2024 du Président du Conseil départemental fixant le point GIR départemental 2025 pour le Département de la Sarthe à 8,00 € ;

Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/DPPA/29/72/2020 et n° Département 20/7201 du 29 décembre 2020 portant regroupement des autorisations des EHPAD AUJALEU au Grand Lucé et SAINT SATURNIN à Saint Saturnin pour une capacité de 168 lits d'hébergement permanent, de 3 lits d'hébergement temporaire et de 9 places d'accueil de jour ;

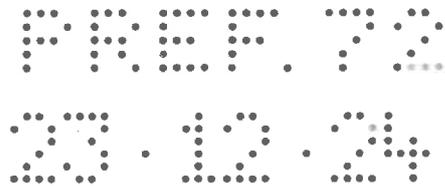
Vu l'arrêté n° 23/6933 du 03 octobre 2023 portant habilitation à l'aide sociale de deux places d'hébergement temporaire à l'EHPAD AUJALEU au Grand Lucé géré par la Fondation GEORGES COULON ;

Vu le CPOM signé le 16 juin 2022 entre l'ARS, le Département et l'Etablissement ;

Vu l'annexe activité transmise par le gestionnaire ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des Services du Département ;

Suite de l'Arrêté N° Dossier 77372 du



ARRETE

Article 1 – Pour l’année 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section Hébergement de l’EHPAD sont autorisées comme suit :

Charges brutes	4 427 694,00 €
Recettes atténuatives	60 573,00 €
Charges à retenir	4 367 121,00 €

Article 2 – A compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs journaliers applicables aux EHPAD de la Fondation G. COULON situés au Grand Lucé et à Saint Saturnin sont fixés comme suit :

	Personnes âgées de plus de 60 ans	Personnes âgées de moins de 60 ans
Tarif Hébergement permanent Aujaleu	64,97 €	85,38 €
Tarif Hébergement permanent Saint Saturnin	75,54 €	95,95 €
Tarif Hébergement temporaire Aujaleu	64,97 €	85,38 €
Tarif Accueil de jour Aujaleu	32,49 €	42,69 €

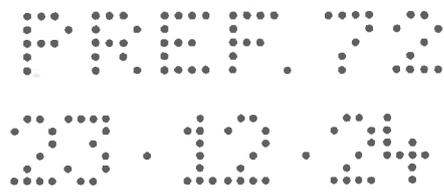
Article 3 – Pour l’année 2025, les recettes à retenir de la section dépendance de l’EHPAD G COULON sont autorisées comme suit :

	Montants
Ressources hébergement permanent	1 165 614,55 €
+ charges relatives à l’Unité pour personnes handicapées vieillissantes et à l’unité géronto-psychiatrique	63 000,00 €
Ressources totales hébergement permanent	1 228 614,55 €
Enveloppes complémentaires ventilées comme suit :	
+ hébergement temporaire	4 500,00 €
+ places d’accueil de jour	42 300,00 €
= Ressources à retenir 2025	1 275 414,55 €

Conformément à la notification transmise, une enveloppe budgétaire de 63 000 euros a été identifiée au titre de l’unité pour personnes handicapées vieillissantes et pour l’unité géronto-psychiatrique, et intégrée aux ressources liées à l’hébergement permanent.

Article 4 – A compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs journaliers afférents à la section dépendance applicables à l’EHPAD sont fixés comme suit pour les personnes âgées de plus de 60 ans :

	Hébergement permanent et temporaire	Accueil de jour
Tarif dépendance GIR 1-2	24,47 €	12,24 €
Tarif dépendance GIR 3-4	15,53 €	7,77 €
Tarif dépendance GIR 5-6	6,59 €	3,30 €



Article 5 – Le forfait global dépendance est égal à la somme du résultat de l'équation tarifaire, définie à l'article R314-173 du Code de l'action sociale et des familles, et de financements complémentaires. Sont soustraits du montant obtenu le montant prévisionnel de la participation des résidents (tarif GIR 5-6), les tarifs journaliers dépendance opposables aux autres départements pour les résidents qui y ont leur domicile de secours et la participation acquittée par les résidents de moins de 60 ans, ainsi que les prestations non cumulables avec l'APA (MTP, ACTP, PCH).

Le forfait global dépendance (APA) octroyé à l'EHPAD est fixé pour l'année 2025 à 819 038,27 € et il se décompose comme suit :

- ↳ Forfait dépendance au titre de l'hébergement permanent : 772 238,27 €,
- ↳ Dotation complémentaire octroyée au titre de l'hébergement temporaire : 4 500,00 €,
- ↳ Dotation complémentaire octroyée au titre de l'accueil de jour : 42 300,00 €.

Le versement du forfait global dépendance sera effectué par douzième.

Article 6 - Le forfait global dépendance mentionné à l'article 5 sera reconduit, le cas échéant, en 2026 jusqu'à la fixation du nouveau forfait.

Article 7 - Dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental de la Sarthe,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6 allées de l'île Gloriette 44041 NANTES cedex 01)).

Article 8 - Monsieur le Directeur général des Services du Département, Madame la Directrice générale adjointe des Solidarités, Madame le Payeur départemental, Monsieur le Directeur de l'établissement considéré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département www.sarthe.fr.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
La Directrice générale adjointe des Solidarités

Nathalie PONTASSE

Acte certifié exécutoire compte tenu
de sa réception au contrôle de légalité le : 23 DEC. 2024
et de sa publication ou notification le : 24 DEC. 2024